



FOCUS

« La jeunesse face aux inégalités » Formation de l'Observatoire des inégalités - 7 octobre 2014 - Paris.

ANALYSES

QUESTIONS CLÉS

LEXIQUE

ESPACE JEUNES

Revenus Education Emploi Lien social Conditions de vie Catégories sociales Hommes et femmes Âges et étrangers Territoires Europe Monde

DONNÉES ANALYSES Articles Points de vue Le tour de la question Entretiens Enquêtes d'opinion Propositions

Actualité de l'Observatoire

BRÈVES

## La France populaire décroche, qui s'en soucie ?



26 mai 2014 - Depuis 2008, le niveau de vie des plus démunis diminue. Une crise qui alimente les tensions sociales, mais n'inquiète pas plus que ça les couches favorisées, dont les revenus continuent à augmenter. Par Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités.

+ 1 800 euros annuels pour les 10 % les plus riches, - 400 euros pour les 10 % les plus pauvres. Le bilan de l'évolution des revenus sur la période 2008-2011 [1] est sombre pour les milieux populaires. La « baisse généralisée du pouvoir d'achat » [2], tant médiatisée, est une imposture : le pouvoir d'achat augmente pour les plus riches et diminue pour les plus pauvres.

Bien des catégories sont à l'abri de la crise. Elle ne frappe qu'une partie de la population : les plus modestes, déjà fragilisés par des décennies de chômage. Les jeunes, les ouvriers et les employés, la main d'œuvre peu qualifiée travaillant dans les petites entreprises du secteur privé et les immigrés sont en première ligne. Et pourtant, on entend essentiellement le bruit des couches aisées qui continuent d'oser se plaindre d'être matraquées par les impôts. Le gouvernement, dont l'action est formatée par les sondages, a entendu le « ras-le-bol-fiscal ». Il a perdu le sens de la réalité sociale. Les politiques mises en œuvre sont totalement décalées par rapport à la hauteur de l'enjeu.

### SUR LE MÊME SUJET

« Aujourd'hui, l'égalité des chances tend à s'imposer et les discriminations sont devenues la figure cardinale des injustices », entretien avec François Dubet, sociologue



9 mai 2014

L'accent mis sur l'égalité des chances et la méritocratie légitiment les

inégalités scolaires. La compétition scolaire profite aux enfants des familles les plus favorisées. Entretien avec François Dubet, sociologue. Extrait de la revue Le Français aujourd'hui.

**Stéréotypes : la face invisible des inégalités**



22 avril 2014

En assignant des places toutes faites à certaines populations, les stéréotypes

jouent un rôle essentiel dans la production des inégalités. Nina Schmidt, de l'Observatoire des inégalités, analyse le fonctionnement de ces processus invisibles.

**Qui sont donc les classes moyennes ?**



15 avril 2014

Les classes moyennes occupent le débat public.

Mais de qui parle-t-on exactement ? Quelques éléments pour tenter d'y voir plus clair. Par Valérie Schneider et Louis Maurin de l'Observatoire des inégalités.

**Les gagnants du prix « Jeunesse pour l'égalité 2014 »**

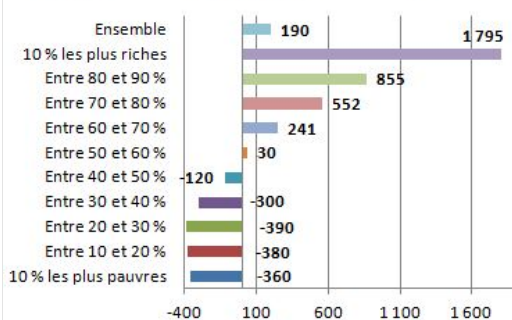


11 avril 2014

Marie, Antoine, Mansour, Rayene, sont quelques-uns des lauréats du prix «

### Evolution du niveau de vie moyen entre 2008 et 2011

Source : Insee. Variation en euros constants du revenu



Trois France se distinguent. Parmi les 30 % les plus riches, les revenus ont continué à progresser entre 2008 et 2011 : + 500 euros gagnés par an pour ceux de la tranche située entre les 70 et les 80 % les plus aisés, jusqu'à + 1 800 euros pour ceux des 10 % supérieurs. La crise, les 20 % du haut ne la connaissent pas vraiment. Entre 2008 et 2009 les cours de la bourse ont été divisés par deux, mais le rattrapage a été rapide. A ce niveau de vie (au moins 2 200 euros par mois pour une personne seule), on vit bien et surtout on continue à gagner plus, même si on est loin des sommets. Mais il est vrai que les gains demeurent beaucoup plus faibles que ceux qu'on observe chez les 0,1 % les plus riches, qui ont gagné (au minimum) 36 000 euros (avant impôts) de plus en 2010 qu'en 2004 (lire notre article **Comment évoluent les très hauts revenus en France**).

Les trois dixièmes de la population situés entre les 40 % les plus pauvres et les 30 % les plus riches ont vu leur situation stagner. Les classes moyennes ne sont pas « étranglées », selon l'adage médiatique, leur situation n'est pas la plus difficile, mais cette stagnation constitue une rupture pour des catégories au cœur d'une société où l'on consomme toujours plus. Pour cela, il faut gagner davantage et ce n'est plus le cas. Enfin, parmi les 40 % du bas de la hiérarchie sociale, les revenus diminuent de 300 à 400 euros (données annuelles). Cette France qui décroche a un visage : c'est celle des employés et des ouvriers, qui ont perdu respectivement 500 et 230 euros sur l'année entre 2008 et 2011, quand les cadres ont gagné 1 000 euros, soit un mois de travail d'un Smicard.

Jeunesse pour l'égalité 2014 ». Ce prix remis par l'Observatoire des inégalités récompense les meilleurs films et affiches parmi 450 participants. Un regard inédit de la jeunesse sur les inégalités sociales, entre les sexes ou selon la couleur de la (...)

### Qui sont les privilégiés d'une France en crise ?



25 mars 2014  
Des revenus à l'éducation, la dénonciation des élites est une façon de faire

oublier les privilèges dont dispose une frange beaucoup plus large de la population qui vit à l'abri de la crise. Le point de vue de Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités.

### Prix « Jeunesse pour l'égalité 2014 » : qui seront les grands gagnants ?



18 mars 2014  
La deuxième étape du prix « Jeunesse pour l'égalité » est terminée : le public a

voté et a retenu les finalistes qui seront départagés par notre jury. Rendez-vous le 9 avril 2014 pour connaître les grands gagnants ! En attendant, l'Observatoire des inégalités vous propose une petite sélection parmi les nombreuses créations (...)

### L'orientation à la fin du collège accentue les inégalités sociales



6 février 2014  
Les vœux d'orientation des familles en fin de troisième dépendent fortement de leur

milieu social. 90 % des enfants de cadres supérieurs demandent une seconde générale ou technologique, contre moins de la moitié des enfants d'ouvriers non-qualifiés et d'employés de services aux particuliers.

### Des couples inégaux devant la justice



21 janvier 2014  
La justice familiale touche des justiciables de tous milieux sociaux. Comment

l'institution fait face à la diversité des situations sociales qui lui sont soumises ? Quelles inégalités produit ou maintient cette justice de masse ? Par Sibylle Gollac et Julie Minoc, membres du Collectif Onze, auteurs de l'ouvrage « Au tribunal des couples. Enquête sur des affaires familiales », paru aux éditions Odile (...)

### L'école peut-elle réduire les inégalités sociales ?



13 décembre 2013  
Face aux inégalités sociales, l'école ne peut pas tout. Mais elle ne fait pas

assez. Et certaines réformes ont même accentué les écarts. Une analyse de Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités.

### Inégalités : les dix chantiers pour les dix prochaines années

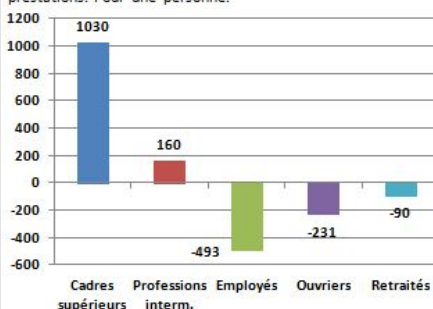


Spécial 10 ans  
26 novembre 2013  
Depuis 10 ans, l'Observatoire des inégalités

scrute le paysage des inégalités sociales. Si certaines sont tenaces, d'autres disparaissent ou émergent. Fort de ces travaux, Noam Leandri, président de l'Observatoire des inégalités, dégage dix priorités pour demain.

### Evolution des niveaux de vie selon la CSP entre 2008 et 2011

Source : Insee. Variation du revenu annuel après impôts et prestations. Pour une personne.



### Le visage de la France qui décroche à l'école

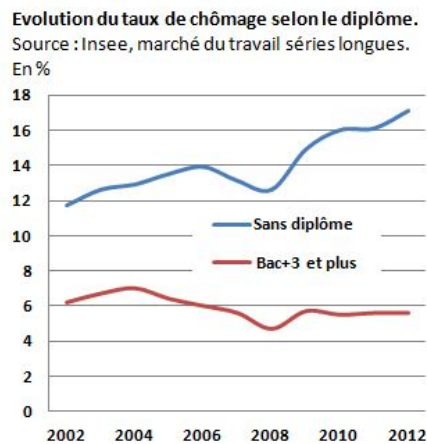
A l'école, la moitié des décrocheurs ont un père ouvrier, 5 % un père cadre. 54 % des enfants en retard en troisième ont des parents non diplômés, 14 % ont des parents diplômés du supérieur. La France qui ne suit pas le rythme du système scolaire est dans son immense majorité issue des catégories défavorisées. L'intérêt porté aux filières prestigieuses fait oublier son image inverse : les moins renommées qui rassemblent les enfants issus pour l'essentiel des catégories populaires. Dans les filières pour les élèves les plus en difficulté au collège, les Sections d'enseignement général et professionnel adapté (Segpa), on trouve 84 % d'enfants issus des milieux populaires (ouvriers, employés, sans profession) et moins de 2 % d'enfants de cadres. Le constat d'un système scolaire reproduisant les inégalités sociales est désormais partagé. Les données de l'enquête internationale Pisa de l'OCDE [3] – auprès des élèves âgés de 15 ans – ont été largement diffusées, parfois jusqu'à l'excès. Mais l'hypocrisie règne : derrière les discours de justice, aucune mesure n'est mise en œuvre pour réformer l'école sur le fond, dans sa structure, ses programmes et sa pédagogie.

### Un changement social inédit

Ce décrochage de la France d'en bas est inédit. Jusqu'au milieu des années 2000, les inégalités s'accroissaient par le haut, tirées par la progression des revenus des plus aisés. Pas uniquement des très riches, mais de toute la frange des 10 % les plus aisés. Les moins favorisés continuaient à voir leurs revenus augmenter, notamment au début des années 2000 du fait de l'importante hausse du Smic liée au passage aux 35 heures. « *Après tout* », nous expliquait-on, « *peu important les inégalités si les plus démunis continuent à récupérer les miettes du progrès* ». L'argument ne tient plus quand une part de la population décroche. Et encore, la réalité de 2014 est plus dégradée mais elle n'est pas encore visible dans les statistiques de l'Insee, connues avec deux années de retard. Depuis 2011, tout porte à croire que les plus pauvres se sont encore appauvris et les plus riches enrichis.

La hausse du chômage est à l'origine de ce basculement. A la mi-2008, on comptait trois millions de chômeurs inscrits à Pôle emploi [4]. Ils sont désormais 4,9 millions, une augmentation de 63 %. Il faut remonter à la fin des années 1970 et au début des années 1980 pour trouver une telle progression. Parmi eux, on trouve 5,5 % de cadres, 6,6 % d'agents de maîtrise et techniciens et 88 % d'ouvriers ou d'employés. En matière d'emploi, il existe une fracture dans la fracture, masquée par les moyennes, et qui ne date pas de 2008. A l'intérieur de l'ensemble du monde ouvrier, les moins qualifiés sont beaucoup plus fragilisés que le reste des actifs. Dès le milieu des années 1990, leur taux de chômage a atteint 17 %. Revenu à 13 % en 2001, il a ensuite grimpé et dépassé 20 % en 2012. Le statut de l'emploi et le type d'employeur comptent de plus en plus. Une partie importante des salariés est à l'abri, soit du fait de leur statut de fonctionnaire (environ 4,5 millions de personnes), soit du fait de leur haut niveau de diplôme qui leur assure de retrouver du travail dans de brefs délais pour l'immense majorité des cas. La taille et le secteur d'activité constituent aussi un clivage majeur : l'avenir d'un salarié d'une grande banque privée a peu à voir avec celui qui est employé dans une PME industrielle.

La France qui trinque est d'abord celle qui n'a pas eu la chance d'être estampillée bonne élève par le système éducatif (voir encadré sur le décrochage). Même si quelques diplômés ont du mal à s'insérer rapidement, les jeunes en difficulté sont massivement ceux qui n'ont pas eu la chance de faire des études. Le taux de chômage des sans diplôme est passé de 12,6 à 17,1 % entre 2008 et 2012, celui de ceux qui disposent d'un diplôme supérieur à bac + 2 de 4,7 à 5,6 %. Et encore, ces données ne prennent pas en compte les décrocheurs de l'emploi, notamment des femmes peu qualifiées, qui, devant la dégradation des conditions d'emploi (précarité et bas salaires), ne postulent même plus. Dans un pays où la croyance dans les titres scolaires est démesurée, le clivage social le plus profond porte sur le diplôme. Même périmé après des années de travail, il marque ensuite le parcours des salariés tout au long de leur vie professionnelle.



### Le chômage frappe les jeunes et fragilise les plus âgés

Les plus jeunes sont aux premières loges de la crise. Le taux de chômage des moins de 25 ans a atteint un niveau record de 25,4 % fin 2012 et se situe à 22,8 % fin 2013. Il était de 17 % en 2008. Le nombre de chômeurs de plus de 50 ans reste faible, mais il a doublé entre 2008 et 2013 et leur taux de chômage est passé de 4 à 6,4 %. Si l'on observe le taux, le manque d'emploi pénalise bien plus les jeunes que les plus âgés. Mais ce taux peut être un indicateur trompeur : il faut aussi tenir compte de la durée de chômage [5]. Pour les plus âgés, retrouver un emploi est souvent plus difficile. Le licenciement peut déboucher sur une très forte baisse de niveau de vie, et parfois une fin de carrière prématurée.

### Qui s'inquiète de cette fracture ?

Durant des années, on a expliqué aux Français que le pays n'était plus composé que d'une vaste classe moyenne. La plupart des sociologues nous expliquait que les catégories sociales ne servaient à rien pour comprendre la société, que nous n'avions plus que des individus agglomérés [6]. L'amplification de la crise de l'emploi ne fait que dévoiler la fonction de ce discours : effacer le poids du social, des hiérarchies et des rapports de domination. Si tout le monde est frappé, personne ne l'est en particulier. Personne ne peut être mis à contribution. Faire comme si la crise touchait tous les milieux est une façon d'exonérer les couches aisées d'une solidarité nécessaire ou de la reporter sur une minorité d'ultra-riches.

Qui s'inquiète vraiment de cette fracture ? La France qui va mal est populaire et celle dont on entend la plainte est aisée. Elle croule sous l'« assommoir fiscal », paraît-il. En réalité, les impôts ont augmenté entre 2011 et 2013, dans une proportion très inférieure à la baisse enregistrée entre 2000 et 2010 [7]. L'opération de construction du **ras-le-bol fiscal** a réussi au-delà des espérances de ses promoteurs. La démagogie des **baisses d'impôts** n'a pas attendu longtemps avant de faire son retour, faisant passer au second plan la réponse aux besoins sociaux [8].

Toute une partie des catégories favorisées s'intéresse aux « questions sociétales » comme on dit, au « **social business** » ou aux sympathiques **chartes de la diversité**. Cela ne mange pas de pain. Elle se préoccupe de l'orientation de ses enfants, de ses futurs congés ou de son alimentation bio, plus que de la situation des immigrés, des ouvriers qui travaillent à la chaîne, des caissières, ou du fonctionnement de l'entreprise ou de l'école. Reste à attendre le moment où la contestation sera telle que ces milieux se sentiront vraiment contraints de redistribuer, un peu, les cartes.

### La France appauvrie n'est pas périurbaine

La France qui subit le plus lourdement les effets de la crise est bien loin d'être la France pavillonnaire du périurbain. La pauvreté et les inégalités se concentrent dans les grandes villes. Le taux de pauvreté [9] atteint son maximum – 18% - dans les villes de 100 000 à 200 000 habitants. Dans les communes des banlieues défavorisées ou les quartiers populaires des grandes villes, le taux de pauvreté dépasse souvent les 40 %. Les quartiers les plus en difficulté – parfois présentés comme bénéficiaires du dynamisme des métropoles – ne sont pas des ghettos à l'abandon, mais paient un tribut beaucoup plus lourd à la crise que la campagne ou la France pavillonnaire. Le taux de pauvreté y atteint 36 %, trois fois plus que le reste du territoire urbain. Entre 2006 et 2011, ce taux a augmenté de 6 points, contre 0,8 hors des zones urbaines sensibles.

Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités.

Auteur de « Déchiffrer la société », éditions La découverte, 2009.

Photo / © Richard Villalon - Fotolia.com

### Notes

[1] Dernières données disponibles, après impôts et prestations sociales et pour l'équivalent d'une personne, en euros constants (après inflation). Sauf indication contraire, toutes les données utilisées dans cet article sont de ce type. Source : Insee.

[2] L'évolution du pouvoir d'achat, c'est l'évolution du revenu moins l'inflation.

[3] Organisation de coopération et de développement économique. L'OCDE est le principal collecteur de statistiques sur les pays développés.

[4] Catégories A,B et C.

[5] Voir pour cela notre article sur la **durée du chômage**.

[6] Certains, encore très écoutés, persistent : voir « La fin des sociétés », Alain Touraine, Le Seuil, 2013.

[7] Entre 2000 et 2009 (2010 non compris), le rapporteur du budget UMP Gilles Carrez a chiffré l'impact des baisses entre 100 et 120 milliards. Les impôts et prélèvements ont augmenté de 65 milliards entre 2011 et 2013.

[8] Au passage, ce gouvernement d'opinion fondé sur des sondages biaisés est suicidaire dans l'**opinion**. Il est en passe d'éliminer toute une partie du personnel politique classique, de gauche comme de droite, au profit des extrêmes. Déjà en 1999 Laurent Fabius, alors ministre de l'économie, expliquait que la seule raison qui puisse faire perdre la gauche aux élections était de ne pas réduire les impôts. On a vu le résultat.

[9] Mesuré ici à 60 % du niveau de vie médian.

Date de rédaction le 26 mai 2014

Dernière révision le 28 mai 2014

© Tous droits réservés - Observatoire des inégalités - (voir les modalités des droits de reproduction)

#### SOUTENIR L'OBSERVATOIRE DES INÉGALITÉS



#### RECHERCHER SUR LE SITE

#### PRÉSENTATION

QUI SOMMES-NOUS ?  
 NOS PARTENAIRES  
 NOS PUBLICATIONS  
 NOS FORMATIONS  
 CONTACTS  
 NEWSLETTER  
 CRÉDITS  
 RSS

#### THÈMES

REVENUS  
 EDUCATION  
 EMPLOI  
 LIEN SOCIAL  
 CONDITIONS DE VIE  
 CATÉGORIES SOCIALES  
 HOMMES ET FEMMES  
 ÂGES  
 FRANÇAIS ET ÉTRANGERS  
 TERRITOIRES  
 EUROPE  
 MONDE

#### COMPRENDRE

ANALYSES  
 QUESTIONS CLÉS  
 LEXIQUE  
 ESPACE JEUNES

#### NOS SITES INTERNET

OBSERVATOIRE DES  
 INÉGALITÉS  
 TERRITORIALES  
 INÉGALITÉS ET  
 DISCRIMINATIONS  
 INEQUALITY WATCH